



**L'ADMINISTRATION OBAMA FACE A LA MENACE TERRORISTE :
POURSUITE DE L'APPROCHE MISE EN ŒUVRE SOUS GEORGE W. BUSH**

JULIEN TOURREILLE

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

La tuerie sur la base militaire de Fort Hood en novembre 2009, l'attaque contre la CIA à Khost en Afghanistan et l'attentat manqué sur un vol Amsterdam – Détroit en décembre 2009 démontrent que la menace terroriste contre les États-Unis reste élevée. Au-delà des lacunes et insuffisances persistantes de la communauté américaine du renseignement (manque de compétences, problèmes dans la transmission des informations), la lutte contre le terrorisme demeure un dossier délicat dont les conséquences pourraient être majeures pour l'administration Obama. Un attentat réussi en territoire américain pourrait en effet compromettre le programme politique de Barack Obama et sérieusement hypothéquer ses chances de réélection en 2012.

1. Une indispensable rupture rhétorique

Il y a déjà un an, la première décision du nouveau président fut d'ordonner la fermeture de la prison de Guantanamo (des obstacles juridiques, techniques et politiques font cependant que celle-ci est encore en activité). Dans la foulée, le président Obama rejetait explicitement l'usage de la torture et réaffirmait l'attachement des États-Unis aux Conventions de Genève. Il rompait également avec la rhétorique manichéenne et belliqueuse de son prédécesseur en décidant par exemple de ne plus utiliser les expressions « guerre contre le terrorisme » ou « islamo-fascisme ». Le président américain s'engageait enfin dans une tentative de main tendue vis-à-vis du monde musulman dont le message à la population iranienne pour le Nouvel An perse fut un moment fort et dont le discours du Caire le 4 juin 2009 fut l'apogée. L'objectif, pour le nouveau président, était de redorer l'image des États-Unis sur la scène internationale, en particulier vis-à-vis du monde musulman, afin de gagner la « guerre du message » contre Al-Qaïda.

**Quelques complots terroristes contre les États-Unis déjoués ou ayant avorté
depuis le 11 septembre 2001ⁱ**

Richard Reid, « shoe bomber »	Décembre 2001	Citoyen britannique, Reid tenta d'activer une bombe dissimulée dans une chaussure lors de vol entre Paris et Miami
Jose Padilla	Mai 2002	Arrêté à l'aéroport O'Hare de Chicago, Padilla fut arrêté pour son implication dans un complot impliquant l'usage d'une bombe « sale », faite de matériaux radioactifs.
Les Six de Lackawanna ou Six de Buffalo	Septembre 2002	Ces Américains originaires du Yémen furent arrêtés dans la banlieue de Buffalo. Ils sont suspectés de liens avec Oussam Ben Laden et de soutien à Al-Qaïda.
Iyman Faris	Mai 2003	Il fut arrêté pour son implication dans un complot visant le pont de

Le réseau de Virginie	Juin 2003	Brooklyn à New York. 11 individus furent arrêtés dans le nord de la Virginie. Ils sont suspectés de liens avec Al-Qaïda et auraient reçu un entraînement pour mener des attentats aux États-Unis. 9 des 11 sont des citoyens américains.
Dhiren Barot	Août 2004	Il a été arrêté à Londres. Il est soupçonné d'avoir planifié des attaques contre le New York Stock Exchange, Citigroup, la Banque Mondiale et le FMI.
James Elshafay et Shahawar Matin Siraj	Août 2004	Ils ont été arrêtés pour avoir planifié un attentat lors de la convention républicaine organisée au Madison Square Garden de New York.
Yassin Araf et Mohmmad Hossein	Août 2004	Arrêtés à Albany, ils ont planifié l'assassinat d'un diplomate pakistanais à New York.
Le cas Lodi	Juin 2005	Deux individus furent arrêtés à Lodi, localité rurale de Californie. Ils étaient accusés d'avoir reçu un entraînement terroriste dans un camp d'Al-Qaïda au Pakistan.
Le complot de Los Angeles	Août 2005	Quatre membres d'une cellule terroriste furent arrêtés à Los Angeles. Ils étaient soupçonnés de planifier des attentats contre l'aéroport de L.A., contre un centre de recrutement de l'armée et contre le consulat d'Israël.
Michael Reynolds	Décembre 2005	Il a été accusé pour conspiration en vue d'une attaque contre une raffinerie au Wyoming.
Syed Harris Ahmed et Ehsanul Islam Sadequee	Avril 2006	Accusés de conspiration, ils auraient rencontré un co-conspirateur au Canada.
Le complot contre la tour Sears	Juin 2006	7 individus, dont 5 citoyens américains, furent arrêtés pour avoir planifié un attentat contre la tour Sears à Chicago.
Le complot de la rivière Hudson	Juillet 2006	8 individus furent arrêtés et accusés de planifier des attentats contre les tunnels ferroviaires menant à New York.
Le complot des liquides explosifs	Août 2006	24 individus furent arrêtés par les autorités britanniques. Ils étaient soupçonnés de planifier des attentats contre 10 avions à destination des États-Unis.
Hassan Abujihad	Mars 2007	Ancien marin de la Navy, il a été accusé et condamné pour ses liens avec une entreprise terroriste.
Le complot de Fort Dix	Mai 2007	6 individus furent arrêtés au New Jersey et condamnés pour avoir planifié une attaque contre Fort Dix.
Le complot contre l'aéroport JFK	Juin 2007	4 individus ont été arrêtés. Ils sont soupçonnés d'avoir planifié des attaques contre des réservoirs d'essence et des pipelines à l'aéroport JFK de New York.
Mohammed Jabarah	Janvier 2008	Arrêté à Oman en 2002, il a été accusé et condamné pour avoir préparé des attentats contre des ambassades américaines, israéliennes et australiennes, ainsi que pour des liens avec Al-Qaïda.
Christopher Paul	Juin 2008	De nationalité américaine, il a été condamné pour avoir planifié l'usage d'armes de destruction massive contre des cibles en Europe et aux États-Unis.
Le complot contre des synagogues	Mai 2009	4 individus ont été arrêtés pour avoir planifié des attentats contre des synagogues dans le Bronx.

Au-delà des gestes symboliques forts et de l'indispensable rupture rhétorique, l'administration Obama a cependant largement reconduit l'approche de la lutte contre le terrorisme élaborée et

mise en œuvre sous George W. Bush. Celle-ci avait en effet produit des résultats non négligeables et surtout, elle avait été significativement infléchie et recadrée au cours du second mandat du président Bush.

2. Une évidente continuité dans la lutte contre le terrorisme

Sous la pression des médias, de l'opinion publique, du Congrès et de la Cour Suprême, la politique de lutte contre le terrorisme a significativement évolué entre 2005 et 2008. Deux ans avant la fin de sa présidence, George W. Bush avait en effet décidé d'institutionnaliser le plus possible cette politique de sorte que son successeur, fut-il un Démocrate, ne la rejette pas complètement. La technique de la simulation de noyade a ainsi été abandonnée il y a plusieurs années. Les prisons secrètes de la CIA ont été fermées, les programmes de surveillance de citoyens américains et le système des tribunaux militaires ont été restructurés et approuvés par le Congrès bien avant l'investiture de Barack Obama. L'administration Bush envisageait même la fermeture de Guantanamo : quelque 500 détenus ont été transférés ou libérés avant janvier 2009ⁱⁱ (il en reste environ 200 actuellement).

Barack Obama n'a pas rompu avec ces évolutions. Au contraire, il s'est appuyé sur celles-ci tout en cherchant à les accélérer. La poursuite des activités de surveillance de citoyens américains, les extraditions extrajudiciaires, la détention indéfinie de suspects de terrorisme sans inculpation formelle, l'envoi de soldats supplémentaires en Afghanistan, ou encore l'extension considérable de l'emploi des drones contre Al-Qaïda sont autant de décisions de l'administration Obama qui s'inscrivent directement dans la continuité de la lutte contre le terrorisme telle que mise en place sous George W. Bush.

Cette continuité est également manifeste en ce qui concerne les responsables de cette lutte. Barack Obama a en effet conservé une grande partie des personnes clés mises en place par l'administration Bush. John Brennan, ancien officier de la CIA spécialiste du Moyen-Orient, avait été chargé par George W. Bush de mettre en place le Centre national de lutte contre le terrorisme (le *NCTC*, *National Counterterrorism Center*). Barack Obama avait envisagé de le nommer à la tête de la CIA, mais l'opposition probable des démocrates au Congrès et des groupes de défense des libertés individuelles l'ont poussé à le nommer conseiller à la Maison-Blanche sur les questions de contre-terrorisme, évitant ainsi le processus de confirmation devant le Sénat. Nommés par George W. Bush aux postes respectifs de numéro deux de la CIA et de responsable du *NCTC*, Stephen Kappes et Michael Leiter occupent toujours ces fonctions. Nick Rasmussen est encore directeur de la lutte contre le terrorisme au Conseil de sécurité nationale. Au Pentagone, la continuité entre les administrations Bush et Obama est tout aussi remarquable. Robert Gates est resté secrétaire à la Défense. Mike Mullen est encore président du Comité des Chefs d'état-major. Michael Vickers est toujours en charge des opérations spéciales. David Petraeus, artisan de la stratégie du sursaut en Irak dont est inspirée la stratégie d'Obama pour l'Afghanistan, est toujours à la tête du *Central Command*. L'ancien conseiller de George W. Bush pour la guerre en Irak, le Lieutenant-Général Douglas Lute, est en charge de l'Afghanistan et du Pakistan au sein de la Maison-Blanche de Barack Obamaⁱⁱⁱ.

3. Une menace terroriste plus insidieuse

Malgré les continuités évidentes entre les administrations Bush et Obama, cette dernière va toutefois devoir s'adapter à une menace terroriste plus insidieuse et difficile à combattre : l'émergence de terroristes potentiels de nationalité américaine. La tuerie de Fort Hood a concrétisé cette menace provenant de l'intérieur. Au cours des derniers mois, les autorités ont par ailleurs appréhendé un nombre croissant de citoyens américains suspectés d'implication dans des complots terroristes. Un employé d'un aéroport, qui avait fait un voyage au Pakistan, fut arrêté car suspecté de vouloir mener une attaque à New York. Un pakistano-américain, David Coleman Headley, a été accusé d'implication dans les attaques de Mumbai en décembre 2008. Cinq Américains installés en Virginie ont également été arrêtés après un séjour au Pakistan où ils sont suspectés d'avoir reçu une formation au djihad^{iv}. Dans ce contexte, Barack Obama a ordonné, en octobre dernier, une évaluation et une révision des moyens mis en œuvre pour surveiller les voyages effectués entre les États-Unis et des pays considérés comme des centres de formation d'aspirants terroristes, tels que le Pakistan, le Yémen ou encore la Somalie.

Les futurs terroristes se réclamant de l'islamisme radical et utilisant le *label* Al-Qaïda ne viendront donc pas nécessairement du « Grand Moyen-Orient » ou d'autres pays instables. Comme le démontrent le cas de Fort Hood et avant lui les attaques de Londres en juillet 2005 et dans une large mesure les attaques de septembre 2001, la menace la plus préoccupante provient d'individus vivant dans des pays occidentaux, en ayant la nationalité, et ayant été individuellement et isolément radicalisés par le biais de l'Internet^v.

Cette tendance constitue un véritable défi pour les agences de renseignement et de sécurité tant une telle menace est difficile à identifier. Elle révèle cependant une faiblesse stratégique et structurelle fondamentale d'Al-Qaïda et de l'islamisme radical en général. Al-Qaïda ne semble pas être un acteur politique en mesure d'établir un État islamique ou de jouer un rôle décisif dans les conflits du Moyen-Orient^{vi}. Les excès commis par ses zélotes aboutissent à son rejet et à son impopularité chez une grande majorité de la population musulmane, que ce soit en Irak, en Afghanistan ou même au Pakistan. Al-Qaïda est un irritant dont le terrorisme ne semble plus être une tactique, mais une simple fin en soi. Si le *label* peut être attirant pour quelques individus solitaires, exclus et psychologiquement faibles, et si son idéologie peut les inciter à passer à l'acte, l'islamisme radical ne constitue guère une menace majeure pour les pays occidentaux.

Certains de leurs ressortissants seront encore malheureusement les victimes d'attentats plus ou moins spectaculaires, mais la survie même des sociétés occidentales contemporaines n'apparaît pas mise en péril par l'islamisme radical. Face à une menace réelle mais non existentielle, le défi pour les Occidentaux, au premier rang desquels les États-Unis, est alors d'élaborer une réponse adaptée et équilibrée. L'accroissement des mesures de sécurité dans les aéroports, notamment l'introduction de scanners corporels jugés inefficaces à l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv (pourtant l'un des plus sécurisé au monde) relève de la sur-réaction pathologique et valide la tactique terroriste, même lorsqu'elle échoue (comme ce fut le cas le 25 décembre dernier). L'idéologie radicale d'Al-Qaïda ne mobilise pas les foules, mais l'excès dans la réponse à la menace terroriste nourrit le bassin de candidats au martyr. En ce sens, l'emploi de drones en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, ou encore en Somalie peut être exceptionnellement

nécessaire ; mais il est le plus souvent contreproductif^{vii}. Le rapport coût/bénéfices de l'appui inconditionnel à Israël, de la complaisance envers les régimes autoritaires dans nombre de pays arabes, ou encore de la présence militaire massive au Moyen-Orient (l'Irak et l'Afghanistan ne sont que les cas les plus extrêmes, il ne faudrait pas oublier les bases dans les pays du Golfe) mériterait certainement une réévaluation plus minutieuse^{viii}. Sur ces questions importantes, l'administration Obama n'apporte – pour le moment – ni changement, ni réponses novatrices.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

ⁱ Leigh Montgomery et Elizabeth Ryan, « Terrorist plots uncovered in the US since 9/11 », *The Christian Science Monitor*, 9 janvier 2010.

ⁱⁱ Peter Baker, « Inside Obama's War on Terrorism », *The New York Times Magazine*, 17 janvier 2010.

ⁱⁱⁱ Peter Baker, *op.cit.*

^{iv} Peter Baker, *op.cit.*

^v Olivier Roy, « Connecting the terrorist dots of 2009 », *The Christian Science Monitor*, 8 janvier 2010.

^{vi} Olivier Roy, *op.cit.*

^{vii} Julien Tourreille, « Les périls stratégiques et moraux du recours aux drones », *Chaire Raoul-Dandurand*, 27 octobre 2009.

^{viii} Stephen Walt, « On our terrorism problem », *Foreignpolicy.com*, 8 janvier 2010.